



Génération, générations

Jean-François Sirinelli

► To cite this version:

Jean-François Sirinelli. Génération, générations. Vingtième siècle. Revue d'histoire, 2008, 98, pp.113 - 124. 10.3917/ving.098.0113 . hal-03473433

HAL Id: hal-03473433

<https://sciencespo.hal.science/hal-03473433>

Submitted on 9 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Génération, générations

Jean-François Sirinelli

Mai 1968 a-t-il été principalement une « révolution juvénile » et par là même un phénomène essentiellement générationnel, porté à bout de bras par les « baby boomers » ? C'est à cette question que répond Jean-François Sirinelli, dans un article soucieux tout à la fois de définir cette « génération 68 » et d'en nuancer le primat. Il s'agit donc de souligner l'hétérogénéité sociale de cette génération mais aussi, en dernière analyse, la pluralité des générations 68. L'étude en est d'autant plus importante que le débat a resurgi tout récemment, et non sans virulence, dans la vie intellectuelle et politique française.

L'expression « ombre portée » induit, par essence, une attention portée à l'aval d'un événement et non tournée vers son amont. Et pourtant, dès qu'il est question de générations un tel découpage se révèle insuffisant : les générations, actrices d'un présent, sont toujours le fruit d'un passé et c'est bien sous l'effet d'une telle double différenciation qu'elles diffractent ensuite de façon très contrastée une histoire commune et deviennent, de ce fait, un prisme dans lequel l'ombre portée de cette histoire se lit de diverses manières. Différenciation dès l'amont, diffraction différentielle vers l'aval : non seulement, envisagée sous un tel angle, l'ombre portée est plurielle mais c'est bien le clivage générationnel qui reste le principal facteur d'une telle pluralité. Avec, il est vrai, une réelle difficulté d'appréciation pour l'historien. Une vulgate s'est, en effet, progressivement imposée, sans réel examen approfondi, et a porté sur les fonts baptismaux

historiques une « génération 68 » fondée sur l'équation Mai 68 = *baby boomers*. Certes, on le verra, il serait incongru de la part des historiens d'enlever à ces derniers leurs droits historiques sur l'événement : ils ont bien fourni au mouvement ses lourdes cohortes, au moins pour le versant universitaire de la crise. Pour autant, il apparaît historiquement plus juste de parler de générations de 1968 au pluriel.

L'historien, on l'aura compris, travaille ici sur un sujet doublement protéiforme. D'une part, l'ombre portée, en termes générationnels, n'est déchiffrable, dans ses teintes contrastées, que si l'on remonte avant même l'événement. Si le lecteur a ainsi le sentiment de devoir patienter durant toute la première partie de l'analyse avant que vienne le temps de l'ombre portée, c'est que celle-ci n'est pas dissociable des vecteurs générationnels qui lui ont donné corps. Mais, d'autre part, comme si une telle diversité de l'amont ne suffisait pas, l'aval a échappé en partie à l'historien : alors que celui-ci avait conclu à une pluralité générationnelle indéniable, le discours contemporain lui reparle, avec insistance, d'une « génération 68 », comme si l'ombre portée, en ce domaine, était sans cesse remodelée par les enjeux du moment. Mais de tels changements d'éclairage, répétons-le, ne sont perceptibles que rapportés à une réalité générationnelle diverse, que Mai 68 sembla homogénéiser. L'amont, en fait, reste donc ici essentiel.

Des générations 68 ?

L'appartenance des manifestants étudiants à ce segment démographique, un peu flou, post-ado-

lescent ou pré-adulte focalisa forcément, et sur le moment même, une partie des analyses sur le thème de « la jeunesse » – terme lui aussi mal stabilisé – et donc, par voie de conséquence, sur les clivages générationnels. La thématique juvénile aura d'autant plus d'écho qu'elle était déjà, par divers aspects, très présente, et depuis deux décennies, dans le discours des observateurs, que celui-ci relève des sciences sociales ou de la sphère journalistique¹. D'une certaine façon, la prédiction formulée en 1959 par Alfred Sauvy dans les dernières pages de *La Montée des jeunes* paraissait se réaliser : « Ces enfants vont faire parler d'eux non seulement par leurs besoins, mais bientôt par leurs idées, leurs actes². » De manière quelque peu téléologique, une telle phrase est, du reste, souvent reprise à cette époque, en l'état ou sous des formes proches. Avec, il est vrai, des éléments statistiques qui donnent rétrospectivement une réelle consistance au diagnostic-pronostic d'Alfred Sauvy dix ans plus tôt : en 1968, un tiers des Français – 33,8 % exactement – ont moins de vingt ans. Le coup de jeune est donc indéniable.

A-t-il débouché pour autant sur un coup de force générationnel, ce tiers de France devenant le tiers état d'une « révolution juvénile » ? Là encore, la démographie fournit sur le moment même des arguments aux tenants d'une telle analyse : à la même date, en effet, les 16-24 ans représentent à eux seuls plus de huit millions d'individus, précisément 16,1 % de la population. La vague du *baby boom* des années d'après-guerre, « ces enfants » dont Alfred Sauvy prédisait la montée en 1959 au moment même où ils devenaient adolescents, investissent désormais, par leur nombre mais aussi par les « actes »

prédits par le démographe, une partie de la scène sociale. Bien plus, ce rajeunissement indéniable et massif s'est doublé tout au long des années 1960 d'une véritable mue socioculturelle, dont l'un des aspects essentiels a été le développement d'une culture juvénile bientôt omniprésente. Les nouvelles données démographiques et ce coup de boutoir culturel accusent, de ce fait, plus qu'à l'ordinaire les contrastes de générations inhérents aux sociétés humaines. Et les incompréhensions réciproques entre classes d'âge, là encore historiquement banales, s'en trouvent ici davantage avivées, les « idées » et les « actes » des cadets étant plus éloignés des structures mentales et des comportements collectifs des aînés. Mais la France de la fin des années 1960 s'est-elle trouvée pour autant réellement confrontée à une dissidence de sa jeunesse ?

Et y a-t-il, de ce fait, une génération 68, bien définie chronologiquement ? La question est assurément essentielle, mais, dans un numéro consacré à l'ombre portée plus qu'au métabolisme propre de l'événement, on ne la traitera que parce qu'elle a connu ensuite plusieurs rebonds au terme desquels elle s'est installée de façon quasi structurelle dans le débat franco-français, aussi bien dans ses aspects politiques que dans l'évaluation des enjeux économiques et sociaux : le passé, en quelque sorte, pour nourrir les controverses du présent et pour éclairer les incertitudes dont l'avenir français est gros.

Sur la dimension générationnelle du déroulement de mai 1968, on se contentera de rappeler quatre points qui, s'ils ne gommant pas une telle dimension, au demeurant indéniable, conduisent à en nuancer l'ampleur. La première observation est si générale qu'on hésite à la rappeler : la crise étudiante n'a constitué qu'un des aspects du Mai français et, si une mémoire issue de ses protagonistes a par la suite en partie phagocyté l'ensemble du souvenir de l'événement, ce détournement mémoriel – au demeurant quasi mécanique puisque ce sont ces pro-

(1) Ludvine Bantigny, *Le Plus Bel Âge ? Jeunes et jeunesse en France de l'aube des « Trente Glorieuses » à la guerre d'Algérie*, Paris, Fayard, 2007.

(2) Alfred Sauvy, *La Montée des jeunes*, Paris, Calmann-Lévy, 1959, p. 250.

tagonistes qui, culturellement, ont par la suite investi la sphère culturelle et donc les canaux dominants de la transmission du souvenir – ne doit pas occulter les autres dimensions, essentielles, du mouvement. Celui-ci a tout autant revêtu, dès le 13 mai et plusieurs semaines durant, une dimension sociale¹ : Mai 68 a été la crise sociale la plus aiguë du 20^e siècle français, et il est, à cet égard, historiquement surprenant que le printemps 1936 soit resté, le plus souvent, le moment le plus haut placé dans une sorte d'échelle de Richter de l'intensité des mouvements sociaux. Celui de mai-juin 1968 a concerné un périmètre sociologique beaucoup plus étendu et, même si les observateurs ont insisté, au moment même et par la suite, sur le rôle alors joué par les jeunes ouvriers, un tel périmètre n'est pas réductible à ces derniers, sauf à dénaturer la réalité historique de l'événement. Assurément, l'historiographie produite sur cet événement depuis quarante ans est porteuse d'un débat, parfois explicite, le plus souvent implicite, sur le degré d'intensité de chacun des paramètres, étudiant, social et politique – puisqu'il y a, en revanche, consensus sur la réalité tridimensionnelle de Mai 1968 –, dans le déclenchement et surtout le développement de la crise, mais l'existence même de ce débat atteste de la difficulté à extraire l'un des trois éléments pour en faire rétrospectivement le moteur de cette crise. De la même façon, et pour des raisons similaires, aucune analyse n'a gommé la dimension de crise politique bientôt prise par le mouvement. Et dans ce domaine également, la composante générationnelle n'est pas essentielle, sauf à l'extrême gauche.

Une deuxième raison, tout aussi flagrante, interdit de conférer à la clé générationnelle un statut de passe-partout. La diversité de la jeunesse française des années 1960 empêche, en

effet, de lui attribuer un comportement univoque. En 1966, la part des bacheliers au sein de la classe d'âge concernée n'est que de 12,25 %. En d'autres termes, sept Français et Françaises sur huit de ce milieu de décennie n'ont pas le sésame pour entrer à l'université. Et même si la proportion s'élève rapidement dans la seconde partie de la décennie du fait de l'allongement de la durée moyenne d'études qui, pour plusieurs raisons cumulées, a été concomitante de la progression en âge des *baby boomers*, le taux reste encore très largement minoritaire en 1970 : 168 000 bacheliers cette année-là représentant 20,17 % des jeunes concernés. Le monde lycéen de 1968 débouchant sur le baccalauréat ne concerne donc qu'un cinquième des jeunes Français, ou plutôt un quart si l'on tient compte des échecs, évidemment non inclus dans la statistique des bacheliers de l'année. Bien plus, cette dissymétrie, en dépit des progrès de la scolarisation, continue à recouper très largement les clivages de la société française. Ainsi, au seuil de la décennie, en 1960, au moment où la part moyenne de bacheliers d'une classe d'âge atteint 11,43 %, seuls 7,2 % des enfants d'agriculteurs et 2,5 % des fils d'ouvriers – dont la proportion est alors de près de 40 % de la population active – obtiennent leur baccalauréat, contre 42,1 % des fils de membres des professions libérales ou de cadres supérieurs. Et l'évolution au fil des années 1960 ne change pas fondamentalement la configuration globale : ce sont avant tout les classes moyennes qui bénéficient d'une telle évolution et l'atténuation des écarts avec les catégories supérieures est due essentiellement à cette promotion en cours. La partie émergée – au regard des médias du mois de Mai – de la génération de 68 ne représente donc qu'une faible partie de l'ensemble. Il y a bien là un effet déformant, encore amplifié, on l'a vu, par un rayonnement mémoriel différentiel. Et force est donc de constater l'impossibilité d'une généralisation autour d'une génération 68 qui aurait été un

(1) Xavier Vigna, *L'Insubordination ouvrière dans les années 68 : essai d'histoire politique des usines*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007.

acteur homogène des événements, avec un personnage emblématique, le JEUNE (Jeune étudiant urbain nécessairement engagé). Il faudra, plus loin, conserver en tête cette diversité au moment d'examiner les rejeux de cette idée, l'existence d'une génération 68, et de l'analyse selon laquelle sa place serait centrale dans la société française contemporaine.

Cette unicité de la génération 68 est, du reste, à nuancer pour une troisième raison. Là encore, on ne développera l'analyse que parce qu'elle ne concerne pas seulement le déroulement des événements eux-mêmes mais contribue à expliquer la nature de leur ombre portée : à bien y regarder, il existe, en fait, plusieurs « générations 68¹ ». La première, venue au monde vers 1940-1945, représente la queue de la génération née dans les années 1930 et pour laquelle le combat anticolonial fut souvent identitaire. Elle a fourni au mouvement de 1968 son encadrement, et ses membres lui ont ainsi « greffé leurs héritages » mais aussi « leurs archaïsmes² ». En revanche, ce sont bien les *baby boomers*, nés après la seconde guerre mondiale, qui ont fourni au mouvement sa consistance statistique, sans avoir été forcément, du reste, marqués préalablement par les grandes idéologies d'extrême gauche. Appelons-les, pour cette raison, les *piétons de mai*. Le paradoxe, à cet égard, n'est qu'apparent, car c'est précisément parce que beaucoup de ses membres étaient politiquement vierges au moment des événements que ceux-ci ont donc constitué pour eux l'événement fondateur, alors que leurs aînés avaient déjà connu d'autres combats³.

Si ces deux « générations 68 » ont « fait » Mai 68, une seule, la seconde, « a été faite⁴ » par lui. La génération qui a été ainsi marquée d'une empreinte fondatrice, et par là même identitaire, est celle des cadets.

Ces cadets, du reste, eurent à leur tour des cadets : une autre cohorte démographique, plus jeune que celle du *baby boom* – ou, plus précisément, étant née vers 1953-1955, en constituant le plafond –, était encore en pleine adolescence en Mai 68, sera touchée par rebond au cours des années suivantes et nourrira les rangs du gauchisme de l'après-Mai, aux côtés de ceux des *baby boomers* qui persévéreront dans leur engagement au début des années 1970. D'une certaine façon, avec cette troisième « génération 68 » nous sommes déjà dans un phénomène d'ombre portée.

Une génération-palimpseste

En tout état de cause, en ce domaine, une ombre portée est toujours différentielle car les expériences générationnelles initiales débouchent sur des vécus différents de l'événement lui-même. Entre les piétons de mai et leurs aînés, il ne s'agissait pas seulement de quelques années d'écart : entre eux existait une césure indélébile, la guerre d'Algérie. Là encore, on ne peut se projeter dans la postérité de mai 1968 sans constater que le rapport à un tel événement ne pouvait en aucun cas être de même nature pour ceux qui s'étaient politiquement éveillés, quelques années plus tôt, sous le signe de l'Algérie et ceux qui venaient d'émerger à l'âge d'une éventuelle socialisation politique dans un monde de la non-guerre.

On touche ici du doigt le tournant que représente la fin de la guerre d'Algérie. La vio-

(1) Cf. à ce propos Éric Vigne, « Des générations 68 ? », *Le Débat*, 51, septembre-octobre 1988. Cf. également Daniel Bertaux, Danièle Linhart et Béatrice Le Wita, « Mai 1968 et la formation de générations politiques en France », *Le Mouvement social*, 143, avril-juin 1988, p. 75 sq.

(2) Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Génération*, t. II : *Les années de poudre*, Paris, Seuil, 1988, p. 664.

(3) Je me permets de renvoyer, sur ce point, à mes analyses dans *Les Baby-Boomers*, Paris, Fayard, 2003, rééd. Hachette, « Pluriel », 2007, *passim*.

(4) Daniel Bertaux, Danièle Linhart et Beatrix Le Wita, « Mai 1968 et la formation des générations politiques en France », *op. cit.*

lence de rue, notamment, semble ensuite avoir disparu de l'environnement des Français. À bien y regarder, du reste, un tel constat introduit comme un coin générationnel entre deux strates de soixante-huitards. Les plus âgés d'entre eux ont connu directement ou par écho les manifestations métropolitaines des dernières années du conflit algérien : la gravité, parfois, des affrontements qui se produisirent alors resta d'autant plus forte que, en milieu étudiant en tout cas, l'opposition à la guerre a souvent été le moment de socialisation ou de cristallisation politiques. Les « bidules » ou les pèlerines plombées de la police parisienne sont restés inscrits, sinon dans les chairs du plus grand nombre, en tout cas dans leur souvenir collectif. En revanche, les plus jeunes – mais aussi les plus nombreux – des soixante-huitards, nés entre 1947 et 1951, et qui auront entre 17 et 21 ans au moment des événements de mai, avaient tous moins de 15 ans en 1962 et n'ont pu connaître, en prise directe, les soubresauts dramatiques de la dernière phase du conflit algérien. De même que leur génération émerge à l'âge adolescent au moment de l'avènement de la coexistence pacifique après la crise de Cuba à l'automne 1962, leur socialisation s'opère dans une France qui paraît s'être purgée de sa violence politique. 1962-1963 marque bien une césure significative sur ce point, qui agit de façon différentielle entre les différentes strates d'acteurs du Mai français. À quelques années près, la génération apparue dans l'après-seconde guerre mondiale s'est retrouvée placée en exterritorialité par rapport au tragique de l'Histoire. Née après les horreurs et la terrible saignée européenne de la période 1939-1945, protégée jusque dans ses lectures par la loi du 16 juillet 1949 sur « les publications destinées à la jeunesse », elle demeura à l'abri des malheurs du temps. D'une certaine façon, elle se retrouva même dans une sorte de bulle protectrice, en apesanteur historique et loin des fortes houles des années 1950. Les décisions de la com-

mission de surveillance et de contrôle instituée au ministère de la Justice pour la mise en œuvre de la loi de juillet 1949 sont révélatrices de la constitution d'un tel espace protégé. L'une de ces décisions illustre, presque jusqu'à l'absurde, la déconnexion avec le réel dont bénéficia, en son enfance, la génération du *baby boom*. En octobre 1957, les commissaires dénoncèrent « une scène à la limite du tolérable [peignant] un Blanc attaché à un poteau de torture » dans le journal *Banko* et des « supplices de la corde, eau salée, roue... » dans *Johnny Texas*¹. Or, en cette même année 1957, la conscience nationale fut ébranlée par l'écho des débats autour de l'usage de la torture au moment de la bataille d'Alger. Même si, probablement, l'attitude des commissaires est liée à cet écho, le fait saillant reste ici l'efficacité du cordon sanitaire placé autour de la jeunesse de France, mise à l'écart des tragédies qui touchent alors la communauté nationale et qui arriva, de ce fait, à l'adolescence vierge de toute empreinte profonde laissée par les guerres mondiales ou coloniales. Certes, il faut tenir compte également de toute une production d'« illustrés » de petit format, diffusés notamment par Artima et Impéria, qui se multiplièrent dans la seconde partie des années 1950 et dans lesquels la seconde guerre mondiale était largement présente. Outre le western (*Jim Canada, Prairie, Cassidy, Kiwi*, par exemple), celle-ci, en effet, occupa une place importante parmi les titres les plus vendus : ainsi *Choc, Vigor, Garry*, ou encore *Battler Britton*, dont le premier numéro en juillet 1958 est tiré à cent cinquante mille exemplaires. Mais la consultation de ces périodiques montre bien que la guerre y était traitée sur un mode tout à la fois épique et aseptisé, loin de la sueur, du sang et des larmes. La violence donnée

(1) Anne Crétois, « L'encadrement de la presse pour la jeunesse par la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence (1955-1962) », mémoire dactylographié, université Paris-I, 2000, p. 86.

ou subie s'y trouvait largement amortie, d'autant que, on l'a vu, les censeurs veillaient.

Enfance protégée, donc, mais aussi adolescence préservée : l'arrivée de cette classe d'âge à la puberté s'opéra, de fait, dans une France où se terminait, après 1962, un *trend* belliqueux commencé neuf décennies plus tôt lors de la guerre de 1870. La génération de l'après-guerre sera donc aussi, à l'âge où commenceront chez certains de ses membres les premiers émois politiques, celle de la non-guerre. Elle parvient, en effet, à l'adolescence après la fin de la guerre d'Algérie. Le drame du 17 octobre 1961, la tragédie du métro Charonne du 8 février 1962 ou encore la sanglante fusillade de la rue d'Isly du 29 mars suivant n'éveilleront jamais au sein de cette génération les mêmes échos que chez leurs aînés, même très proches par l'âge. Il y a là un indéniable marqueur générationnel : les jeunes adultes des années 1960, nés entre 1935 et 1944, n'ont, au bout du compte, que peu d'histoire partagée et de culture politique commune avec leurs cadets issus du *baby boom* de l'après-guerre. Or, même si ce sont les aînés qui seront les *leaders* politiques et les pourvoyeurs idéologiques du mouvement, ces cadets constitueront bien la troupe des piétons de mai qui donneront son épaisseur statistique et, partant, sa densité historique au mouvement. Certes, pour la partie la plus politisée de cette troupe, le temps viendra bientôt de connaître la guerre par réverbération – celle du Vietnam – ou de la mener par procuration – la même et, plus largement, les luttes révolutionnaires du tiers-monde –, au sein d'une Europe apparemment débarrassée de ses grandes fièvres guerrières. Mais ce ne seront alors que des échos venant d'autres continents et jamais l'expérience, vécue ou transmise, de la violence de guerre à demeure.

Il faut insister sur cette singularité historique de la génération du *baby boom*. Car celle-ci n'a pas pesé sur l'histoire française par son seul nombre. Malgré une natalité alors en baisse, la France

de la Belle Époque comptait 34 % de moins de 20 ans, soit presque exactement le même taux (33,8 %) que celle de 1968. En même temps, une telle comparaison peut exactement s'inverser dans ses conclusions : quelques années plus tard, le coup de faux de 1914-1918 a émondé tragiquement tout le haut de cette tranche démographique. La génération de 1968 a pu, au contraire, poursuivre paisiblement le reste de son âge et n'est érodée, quarante ans plus tard, qu'à la marge, par la maladie précoce ou l'accident. Même si elle entre, l'âge venant, dans le temps qui reste, ces quarante années écoulées n'ont été, au bout du compte, que le temps qui passe, sans grande perturbation historique.

Avec un poids qui n'est certes pas inédit¹, elle a donc une histoire qui reste singulière, par cette absence d'aspérité et aussi par des relations très particulières avec les classes d'âge précédentes. Ces *baby boomers*, en effet, appartiennent à une sorte de génération-palimpseste. Si toutes les générations sont, d'une certaine façon, des parchemins sur lesquels se lisent certaines des traces et une partie des expériences des générations qui les ont précédées, une telle empreinte originelle des aînés a été largement effacée, chez ces *baby boomers*, par la grande métamorphose française dont ils furent les contemporains. Étant ainsi des mutants, ils constituèrent donc, sinon une page blanche – qui n'existe jamais en histoire –, en tout cas un palimpseste où ont été grattés bien des héritages venus des aînés, même proches. Au bout du compte, même si certains de ces mutants ont aussi été des mutins, en dissidence politique avec la France de leur temps, c'est bien la première composante qui reste la clé principale de leur identité historique.

(1) À d'autres moments de notre histoire nationale, cette tranche démographique des moins de 20 ans eut même une épaisseur bien plus importante encore : 42,8 % en 1776, ou 35,8 % en 1861 (cf. André Burguière, « Mai 68 : génération en crise ou crise des rapports entre générations ? », *La Revue Tocqueville*, 22 (2), 2001, p. 43).

Une ombre portée idéologique ?

Ces générations, en fait très contrastées dans leur rapport avec le mouvement de mai 1968, en ont-elles reçu la même irradiation idéologique ? Rien n'est moins sûr et, là encore, le prisme générationnel a joué un rôle de diffraction. Pour les aînés, on l'a déjà souligné, l'éventuelle socialisation politique et la sensibilité idéologique induite préexistaient à cette année 1968 qui, en ces domaines, ne fut donc pas fondatrice pour eux. S'ils ont gardé, de ce fait, une marque relativement réduite de l'événement, est-ce à dire que les *baby boomers*, en tant qu'acteurs principaux – au moins sur le plan statistique – de Mai 68, en ont reçu une empreinte bien plus profonde ? Là encore, il faut nuancer, même si c'est pour des raisons différentes, qui confirment indirectement la prégnance du clivage générationnel dans l'ombre portée.

Chez le plus grand nombre des *baby boomers*, assurément, le moteur de l'engagement dans le mouvement ne fut pas, en premier lieu, idéologique. Certes, le fond de l'air culturel se teinte de contestation au fil des années précédentes et une partie de cette contestation puise elle-même à des sources idéologiques. Mais la plupart des *baby boomers*, à la différence de leurs proches aînés ou de ceux, statistiquement peu nombreux à l'échelle du pays tout entier, qui se sont éveillés au militantisme politique à l'occasion de la lutte contre la guerre du Vietnam, entrèrent en mouvement davantage par imprégnation que par conviction, au moins dans un premier temps. Et si une telle imprégnation put opérer, c'est qu'elle tint à des mécanismes à la fois plus complexes et plus simples que ceux de l'engagement idéologique. Globalement, on peut dire que cette strate générationnelle présentait un certain nombre de traits qui la rendront perméable à la vulgate des slogans et des dénonciations, elle-même synthèse des thématiques beaucoup plus précises des différents sous-groupes acteurs des événements. D'une part, la

culture de masse juvénile, d'abord politiquement paisible durant le premier versant des années 1960, se teinte de contestation multiforme, au demeurant surtout inspirée par l'effervescence culturelle de la Grande-Bretagne du milieu de la décennie puis par le mouvement de sécession socioculturelle, bientôt largement médiatisé et baptisé du terme générique de « hippie », touchant des jeunes Américains de la côte ouest des États-Unis. La lutte contre la guerre du Vietnam ne politisera qu'une partie de ces jeunes, avec, du reste, une gamme dans les intensités idéologiques constatées. D'autre part, et là encore le processus relève du métapolitique plus que de l'idéologique, la déconnexion constatée entre cette génération et la violence de guerre dans une Europe apparemment purgée de ses grandes pandémies belliqueuses et dans une France sortie de son *trend* quasi séculaire placé sous le signe de la guerre, rendit le constat d'autres violences sur d'autres continents d'autant plus sensible que celles-ci étaient densément relayées par l'image et le son. Certes ce relais touchait aussi les générations françaises plus âgées, mais celles-ci avaient connu les malheurs et les horreurs des conflits précédents. Pour les plus jeunes, au contraire, leur enfance passée hors du second conflit mondial – déjà terminé – et loin des conflits coloniaux – à l'écho parvenu assourdi chez eux en raison de leur jeune âge et de la bulle culturelle protégée dans laquelle les pouvoirs publics les avaient enserrés – accentuera leurs capacités d'indignation et les rendra encore plus sensibles aux injustices supposées auxquelles étaient censés s'opposer le Vietcong ou le « Che ». Ce sont les chemins de la compassion plus que ceux de l'idéologie qui conduiront donc nombre d'entre eux vers des terrains politisés.

Le syndrome de la bulle, du reste, fut à double détente. Parce que ces jeunes gens s'étaient d'abord retrouvés, adolescents, dans une sorte d'état d'apesanteur historique, leur progressive rentrée dans l'atmosphère politique, au fil de la

seconde partie des années 1960, se fera bien, le plus souvent, sur un registre moral davantage qu'idéologique et, de ce fait, davantage manichéen que réellement politique : les grands affrontements – ainsi la guerre du Vietnam – ou les jugements sur le capitalisme dessineront une frontière tranchée entre le Bien et le Mal. Ce qui peut contribuer à expliquer un paradoxe qui n'est donc qu'apparent : si, à l'exception de quelques groupes très politisés, cette génération baigna initialement beaucoup moins que la précédente dans des courants à forte densité idéologique, elle ne s'aligna pas moins sur ces courants dans un second temps, quand vint le temps des grandes houles contestataires. La grille d'intelligibilité fournie par les idéologies d'extrême gauche recoupait aisément, en fait, cette vision binaire.

À bien y regarder, le point est doublement essentiel. D'une part, on y perçoit bien, en effet, l'une des raisons de cette brusque politisation de ceux qui allaient devenir, de ce fait, les piétons de mai. Mais, d'autre part, et pour ces raisons mêmes, cette politisation fut davantage apparente que réelle ou, plus précisément, elle ne s'enracina pas toujours en profondeur. En d'autres termes, la greffe idéologique parut opérer mais fut le plus souvent éphémère, en tout cas à l'échelle des années. La plus grande partie de cette génération se déprit rapidement d'une emprise idéologique qui se révéla beaucoup moins ferme qu'il ne sembla d'abord, dans la chaleur des slogans martelés et des mots d'ordre repris en chœur.

Un sabbat gauchiste ?

Il convient donc de ne pas relire Mai 68 à la lueur de ce qui suivit, et que parfois l'événement enclencha. Certes, les extrêmes gauches furent présentes tout au long des semaines de crise. Bien plus, elles en teintèrent le discours au point d'envahir ensuite la mémoire des mots et des slogans. Mais le grand moment gauchiste de la pensée française fut postérieur à ce printemps

agité. Et pourtant, si celui-ci ouvre une séquence de plusieurs années durant laquelle le gauchisme – pour reprendre la terminologie de l'époque – prolifère, s'insinue et marque les classes d'âge alors en socialisation politique et en apprentissage idéologique, il n'est pas paradoxal, pour les raisons mêmes qui viennent d'être évoquées, d'observer que cette floraison a été courte et qu'elle a été, par ailleurs, un des symptômes de la crise et du début du recul des différentes variantes du marxisme en France. On renverra ici à l'analyse de Michel Wieviorka : le gauchisme a été, après mai 1968, « la maladie sénile du communisme », et non l'inverse – infantile – comme l'avait écrit Lénine. À bien des égards, « le gauchisme des années 1970 annonce, sans qu'on le sache, la fin du communisme¹ ». Ce qui importe ici, en effet, est d'éviter l'erreur de perspective historique qui consisterait à relire Mai 68 comme un grand sabbat gauchiste. Certes, c'est une donnée banale de l'analyse historique que le constat que la visibilité directe des acteurs aux yeux de l'historien est davantage liée à leur capacité à imprégner les mots qu'à leur rôle réel dans le déroulement de l'événement. Bien plus, une telle visibilité n'est pas totalement usurpée, puisque les mots sont eux aussi acteurs de l'histoire. Mais elle est souvent disproportionnée, et c'est notamment le cas ici, pour des raisons de chronologie. Avant le mois de mai, l'agitation d'extrême gauche est restée localisée à quelques secteurs de la jeunesse française, et même la mobilisation contre la guerre du Vietnam n'était pas l'apanage du gauchisme. De même, durant la crise du mois de mai, rares sont, en fait, les piétons de mai réellement dotés d'une culture politique issue de l'une des mouvances dépositaires de la pureté révolutionnaire. Maoïstes, trotskistes et libertaires ont, du reste, entretenu des rapports très com-

(1) Michel Wieviorka, *Sociologue sous tension, entretien avec Julien Ténédos*, La Courneuve, Aux lieux d'être, 2006, I, p. 9.

plexes avec l'événement. Ensuite, certes, l'analyse historique autorise à noter que les très riches heures du gauchisme sont postérieures au printemps 1968, mais avec des idéologies contestataires alors radicalisées car sans véritable prise avec la grande mutation française de l'époque.

Le retour de la « génération 68 »

L'histoire des « générations 68 » ne s'arrête pas à ce rapport complexe et contrasté avec le gauchisme. Elle a réservé, du reste, à l'historien une double ruse, qui complique sa tâche au moment même où il pouvait la considérer, sur ce point, comme menée à bien. D'une part, alors même que l'analyse historique concluait à la pluralité de ces « générations », on observe, depuis quelques années, un retour de l'expression, mais le plus souvent au singulier, comme si la discipline historique – la remarque en est banale – ne pouvait guère transmettre en l'état à la société les fruits de ses observations. Mais un tel constat prend ici une résonance d'autant plus grande que cette réapparition d'une « génération 68 » est, d'autre part, le vecteur d'une réactivation de l'ombre portée de Mai 68. C'est très largement, en effet, autour d'une telle résurrection de la « génération 68 » qu'est réapparu tout un débat autour des effets de l'événement. L'ombre portée elle-même est devenue objet de controverses.

D'une certaine façon, c'est la société française qui, dans ses débats récents sur son présent et son avenir, renvoie à nouveau à l'existence supposée d'une « génération 68 ». Celle-ci, en effet, serait la mère porteuse putative d'un « esprit de 1968 » qui aurait sapé les fondements du modèle républicain français au fur et à mesure que celle-ci aurait pris, à la faveur des relèves... de génération, une place et une influence croissantes au sein de cette société. Et, de ce fait, des comptes lui sont demandés sur ce monde qu'elle aurait légué, c'est-à-dire la France contemporaine que les porte-parole les plus en vue de cette génération ont souvent, au fil des décennies qui sui-

virent, proclamé avoir bouleversée dans l'euphorie d'un mois de mai et dans l'effervescence de la période qui s'ensuivit. Ces comptes demandés le sont donc sur un héritage qui a été explicitement revendiqué. Le 20^e anniversaire de 1968, notamment, avait été le moment d'acmé¹ d'une telle revendication avec l'idée implicite ou explicite que les digues rompues en 1968 ont libéré une sorte de révolution démocratique ou encore de réforme permanente – l'indétermination des mots de l'historien est ici le reflet de l'effervescence sémantique qui entoura l'héritage revendiqué.

Les reproches qui se sont multipliés se sont donc nourris de ces autoproclamations et en constituent comme l'envers. Il existe, à cet égard, toute une généalogie du discours anti-Mai 68, qui est révélatrice de son développement. La période 1975-1985 ayant été marquée par un ébranlement idéologique profond, consécutif tour à tour à la crise des grandes cosmogonies d'extrême gauche qui expliquaient le monde à travers les différentes variantes du marxisme-léninisme, puis à la confrontation de la gauche victorieuse en 1981 avec le principe de réalité², une sorte de choc en retour s'est opérée tout au long de la même tranche décennale, dont le symptôme principal a été une reviviscence du courant libéral dans la France des années 1980. D'un tel chassé-croisé, Mai 68 n'était pas un paramètre essentiel. Bien au contraire, il s'est trouvé dans un premier temps dans une sorte d'angle mort, le peu d'écho – au moins relatif – de son 10^e anniversaire étant en quelque sorte le symptôme de cette confinement historique. Et ce n'est précisément qu'au terme de cette séquence 1975-1985 et dans un tel contexte de

(1) Cf. l'analyse, sur ce point, de Jean-Pierre Le Goff, « Mai 68, trente ans après : anniversaire et autocélébrations », *Le Débat*, 111, septembre-octobre 2000, p. 184-192.

(2) Cf., pour la remise en perspective de ces deux chocs successifs, Jean-François Sirinelli, *Les Vingt Décisives : le passé proche de notre avenir*, Paris, Fayard, 2007, p. 202-208 et 226-231.

chassé-croisé idéologique que la question de sa responsabilité idéologique éventuelle a été posée, avec la dénonciation en 1985, par Luc Ferry et Alain Renaut, de « la pensée 68¹ ».

Dans un premier temps, il est vrai, une telle dénonciation ne revêtait pas un aspect générationnel, les « penseurs » mis en cause n'ayant pas une identité particulière en termes d'appartenance à une classe d'âge. De même, du reste, quand une quinzaine d'années plus tard Daniel Lindenberg, à l'inverse, s'en prendra aux « nouveaux réactionnaires » qui attaqueraient notamment Mai 68, sa charge ne revêtra pas une réelle dimension générationnelle. Si l'on examine, en effet, la teneur de la controverse enclenchée par la publication, à l'automne 2002, de *Rappel à l'ordre : enquête sur les nouveaux réactionnaires*², il apparaît bien que, si son auteur dénonçait l'existence, selon lui, d'un courant réactionnaire dont certaines des cibles étaient des thèmes censés être issus de Mai 68, cette attaque n'accolait aux « nouveaux réactionnaires » désignés aucune étiquette générationnelle. La critique de Mai 68 serait au contraire en copropriété entre plusieurs strates générationnelles, dont certaines ont pu en être les contemporaines plus de trente ans plus tôt, tandis que d'autres, plus âgées ou plus jeunes, n'ont jamais eu de contact direct et personnel avec le grand ébranlement de la fin des années 1960.

Si ce registre de la controverse spécifiquement intellectuelle et du débat proprement idéologique n'est donc pas directement touché par les aspects générationnels, bien différente est la teneur des polémiques qui ont commencé à affleurer depuis une décennie sur les comptes qu'aurait à rendre une supposée « génération de 68 ». Depuis la fin des années 1990 s'est

notamment développée une critique de la « permissivité », parfois venue des rangs mêmes de la gauche³. La concomitance entre le 30^e anniversaire de Mai 68 et l'émergence de ce débat, appelé dès lors à devenir récurrent, n'était certes pas une coïncidence. Du reste, c'est peu après qu'eut lieu la polémique autour d'écrits de Daniel Cohn-Bendit datant des années 1970 et dans lesquels il évoquait son travail dans une crèche alternative d'Allemagne de l'Ouest. Les propos, par certains aspects, pouvaient être interprétés comme proches de la pédophilie. Cette polémique, en focalisant momentanément le débat sur celui qui fut la figure de proue du mouvement de Mai 68, reliait explicitement deux séries de faits et en déduisait implicitement une généalogie : la « permissivité », fille de Mai 68, était responsable d'un relâchement généralisé du pays, et donc de son affaiblissement. Dans le cas de « l'affaire » Cohn-Bendit, le débat était d'autant plus biaisé que la ligne de défense de l'ancien *leader* était de remarquer que ses propos, reproduits près d'un quart de siècle après leur publication, étaient ainsi déconnectés du contexte d'effervescence libertaire de la période de l'après-Mai 68. Ligne de défense que ses contempteurs pouvaient, au contraire, considérer comme devant être portée à charge de Mai 68 : loin de dédouaner le mouvement, elle constituait une forme d'aveu de sa nocivité supposée.

Bien plus, le thème de l'affaiblissement du pays allait se trouver vivifié, au seuil de la décennie suivante, par le développement des analyses des « déclinologues ». L'image d'une « France qui tombe » ne renvoyait pas forcément à Mai 68⁴, mais, en renforçant le sentiment que le pays était engagé dans une phase

(1) Luc Ferry et Alain Renaut, *La Pensée 68 : essai sur l'antihumanisme contemporain*, Paris, Gallimard, 1985.

(2) Daniel Lindenberg, *Rappel à l'ordre : enquête sur les nouveaux réactionnaires* Paris, Seuil, « La République des idées », 2002.

(3) Ainsi Jean-Claude Guillebaud, *La Tyrannie du plaisir*, Paris, Seuil, 1998.

(4) Ainsi Nicolas Baverez, *La France qui tombe*, Paris, Perrin, 2003.

de déclin, elle entretenait l'impérieuse nécessité de désigner des chaînes de causalité et, donc, des coupables. Un procès en révision historique de Mai 68 était en train de se constituer, agrégeant des éléments certes très divers mais tous porteurs d'une aggravation du poids de la charge : les mots de 68 seraient largement responsables de nos maux contemporains. De ce fait, la promotion au rang de ministre de l'Éducation nationale en 2002 de l'un des deux procureurs de « la pensée 68 », Luc Ferry, a parfois été interprétée comme le signe avant-coureur d'un retour à l'ordre ancien dans les enceintes scolaires. À l'automne de la même année, le débat enclenché par le pamphlet de Daniel Lindenberg avait, au moins en partie, cristallisé sur l'effet de traîne de Mai 68 : même si, on l'a vu, les « nouveaux réactionnaires » ne se laissent pas réduire à une seule génération, l'auteur accusait implicitement des intellectuels issus de la matrice soixante-huitarde d'avoir connu leur chemin de Damas et d'être devenus renégats par rapport à leurs idéaux de jeunesse.

Jusqu'à l'analyse électorale qui se teintait à la même époque de telles considérations générationnelles. Le constat de l'importance prise, dans certaines grandes villes françaises, par les « bobos », constat certes approximatif mais bientôt devenu récurrent, intéresse, en effet, notre propos. Par-delà l'effet de brouillage politique – des « bourgeois » supposés qui voteraient massivement à gauche – et idéologique – des comportements « bohêmes » présumés relevant d'un individualisme sapant plus encore le lien social – que créeraient de tels acteurs politiques, leur description passe aussi, le plus souvent, par une adéquation générationnelle qui en ferait des *baby boomers* devenus des quinquagénaires sûrs d'eux-mêmes et dominateurs. Outre que bien des touches du tableau relèvent plus de l'imaginaire que d'une analyse raisonnée de la société française, l'aspect générationnel laisse perplexe : les « bourgeois bohêmes », à supposer que la

notion corresponde à une réalité au moins partielle, sont à relier à des mutations des années 1990 beaucoup plus qu'à la grande métamorphose des *sixties* et, de surcroît, aucune étude sérieuse ne les a localisés dans le seul segment des quinquagénaires¹. En même temps, constater qu'il y a eu ainsi concomitance, dans le développement des polémiques contemporaines, entre cet intérêt pour les « bobos » et les débats sur « l'esprit de 68 » montre que de tels débats sont désormais en position centrale comme élément d'explication de l'état de la France du début du troisième millénaire.

La place prise par la dénonciation de cet « esprit » dans le débat électoral du printemps 2007, ou plus précisément dans l'argumentaire du candidat Sarkozy, même si elle a ses raisons propres qui mériteraient une analyse spécifique, est donc à replacer dans une telle configuration idéologique. Tout comme, en réaction, deviennent davantage compréhensibles les admonestations d'un Bernard-Henri Lévy plaçant l'acceptation d'un héritage supposé de Mai 68 au cœur de l'identité de la gauche française². Cela étant, les comptes demandés à la « génération 68 » ne sont pas seulement de nature politique ou socioculturelle. D'autant que, jusqu'à son émergence récente en pleine lumière lors de cette campagne électorale 2007, ce versant du contentieux était resté dans une ombre relative. C'est, en fait, un autre aspect du contentieux qui est déjà bien visible depuis plusieurs années : le contraste socio-économique entre les *baby boomers*, choyés par l'Histoire, au moins au moment de leur envol, et les générations suivantes, qui ont été touchées de plein fouet par la crise enclenchée au milieu des années 1970 et par la

(1) Du reste, le personnage principal des *Particules élémentaires* de Michel Houellebecq, archétype d'une certaine forme de « bo-bo », a 40 ans en 1998 : il n'entrera dans sa cinquantaine que lorsque les *baby boomers* n'y seront plus.

(2) Bernard-Henri Lévy, *Ce grand cadavre à la renverse*, Paris, Grasset, 2007.

dégradation du marché du travail qui s'ensuit et qui devint vite quasi structurelle. La génération du *baby boom* fut, au temps de son insertion professionnelle, la classe d'âge de la croissance conquérante – plus de 5 % l'an – et du plein emploi. Derrière elle, au contraire, les cadets puis les descendants ont eu à parcourir les premières étapes de leur existence dans une société rendue moins accueillante par le changement en matière d'emploi. S'est ainsi constituée l'une des grandes failles actuelles de la société française.

Une telle faille découle de la grande fracture socio-économique intervenue il y a un tiers de siècle, au milieu des années 1970, après une « décennie dorée ¹ » dans laquelle les premières cohortes du *baby boom* – globalement celles apparues entre la Libération et 1950 – ont bénéficié de l'expansion, qui leur fut contemporaine, du système scolaire et universitaire mais aussi d'une demande sans précédent en emplois hautement qualifiés. Si les cohortes nées entre 1950 et 1954 ont pu encore, dans une moindre mesure, bénéficier d'une conjoncture favorable, le tournant de 1973-1974 frappa frontalement les cohortes suivantes.

Les dates parlent d'elles-mêmes : les cohortes privilégiées par l'Histoire correspondent exactement à la « génération 68 » centrale. Si la concomitance, ici, n'est que fortuite, elle n'en induit pas moins des effets considérables en termes de relations entre classes d'âge : la génération que l'histoire politique et socioculturelle française a placée en pleine lumière, et qui, de surcroît, s'est autoproclamée actrice essentielle de notre histoire nationale récente, a été en outre favorisée par la conjoncture économique. Bien plus, la faille ainsi dessinée sur le plan socio-

économique est en train de rejouer dans un autre secteur relevant du même registre. Au fur et à mesure, en effet, que s'alourdit la facture des retraites, le contentieux générationnel ne peut que s'accroître, et ce avec d'autant plus d'intensité que c'est précisément la génération considérée comme privilégiée – et qui, de toutes façons, pèsera par son ampleur statistique intrinsèque – qui commence à parvenir à l'âge de la retraite. De là à ce que l'écosystème, plutôt favorable, qui a été le sien, une vie durant, soit désormais perçu par ses cadets comme un égosystème imposé à la société française, la frontière est ténue, et le contentieux, en ce cas, s'en trouverait alourdi.

Le processus de réapparition de la notion de « génération 68 » dans la France contemporaine est donc complexe, d'autant que le retour au singulier brouille encore davantage une réalité historique qui fut, on l'a vu, bien plus nuancée. En même temps, une telle résurgence confirme qu'une classe d'âge est un organisme vivant qui n'a pas seulement un « destin » économique et social mais aussi une *destinée historique* et que celle-ci dépend tout à la fois des conditions de son apparition, des destinées différentes des classes d'âge qui l'entourent et des phénomènes de représentations collectives qui découlent d'un tel différentiel.

Jean-François Sirinelli, professeur d'histoire contemporaine à l'Institut d'études politiques de Paris, dirige le Centre d'histoire de Sciences Po. Il travaille actuellement sur la France des années 1960 et 1970 : il a publié l'année dernière *Les Vingt Décisives : 1965-1985. Le passé proche de notre avenir* (Fayard, 2007) et vient de publier une histoire de Mai 68 (Fayard, 2008). (jean-francois.sirinelli@sciences-po.fr)

(1) Louis Chauvel, *Le Destin des générations : structure sociale et cohortes en France au XX^e siècle*, Paris, PUF, 1998.